

03/07/2026

France

Le dynamisme industriel français s'amenuise

L'industrie, principal soutien de la croissance française perd de sa vigueur, alors que les autres moteurs restent au point mort.

La production manufacturière, moteur de l'économie française, chute

Ces derniers mois, l'économie française a été caractérisée par une certaine dualité. Alors que la morosité des ménages pesait sur le secteur des services et la demande domestique, l'industrie se portait beaucoup mieux, grâce à une demande extérieure dynamique et à une orientation sectorielle très favorable. Les données publiées aujourd'hui semblent néanmoins montrer que le moteur de l'économie française commence à perdre de sa vigueur.

En effet, la production manufacturière a fortement baissé en mai, de 1 %, après la hausse de 0,6 % observée en avril (révisée à la hausse), et ce recul s'observe dans l'ensemble des branches. Une partie de cette baisse, celle observée dans la fabrication d'équipements de transport hors automobile, n'est toutefois pas inquiétante. La production d'avions et de bateaux est par définition très volatile, compte tenu de la taille des biens produits. Même si la fabrication de ces matériels de transport a diminué de 2 % en mai, elle reste en hausse de plus de 20 % en glissement annuel.

En revanche, la nouvelle baisse de la production automobile, de 4,7 % sur le mois de mai et de 7,2 % en glissement annuel, est plus préoccupante et constitue une preuve supplémentaire des difficultés auxquelles est confronté le secteur automobile européen. La production industrielle a également reculé en mai dans la fabrication d'équipements électriques, électroniques et informatiques (-2,3 % après +1,4 % en avril), dans la fabrication des autres produits industriels (métallurgie, chimie, pharmacie : -0,4 % après +0,1 %) ainsi que dans les industries agroalimentaires (-0,3 % après une stabilité en avril).

Grâce à un net rebond de la production de gaz et d'électricité, l'ensemble de la production industrielle ne recule que de 0,1 %, soit moins que la production manufacturière.

Dans l'ensemble, le dynamisme de l'industrie française semble donc s'affaiblir, même si la production manufacturière demeure 2,2 % plus élevée qu'il y a un an. Par ailleurs, la production dans le secteur de la construction a rebondi de 1,2 %.

La croissance française manque de moteur

Pour la suite, le climat des affaires du mois de juin semble signaler une dynamique moins soutenue de la production industrielle dans les prochains mois, bien qu'elle demeure positive. Certains facteurs temporaires qui avaient bénéficié à l'industrie française, notamment la mise à l'arrêt de la production chez certains concurrents asiatiques, vont progressivement s'estomper avec l'apaisement de la situation au Moyen-Orient. D'autres facteurs continueront toutefois de soutenir l'activité, notamment la forte demande dans l'aéronautique et la hausse des dépenses de défense, qui bénéficie largement aux 5 % de l'industrie française orientés vers l'armement.

Dans l'ensemble, l'industrie française devrait continuer à surperformer le secteur des services, mais avec un peu moins d'élan qu'en début d'année. Ce ralentissement devrait se répercuter sur l'évolution de la croissance économique. En effet, les perspectives pour le secteur des services et la demande intérieure restent très faibles, malgré la baisse du prix du pétrole, en raison de la faible confiance des ménages, de l'affaiblissement du marché du travail et des discussions autour d'une politique budgétaire plus restrictive à l'avenir.

Il est donc peu probable que le secteur des services prenne le relais de l'industrie pour devenir le moteur de la croissance française. En l'absence d'un véritable moteur, les perspectives de croissance du PIB en 2026 demeurent très modérées. Nous tablons toujours sur une croissance de l'ordre de 0,4 % cette année, avant une accélération à 0,9 % en 2027.

Charlotte de Montpellier
Senior Economist
Charlotte.de.Montpellier@ing.com
+32 473 63 49 28

Clause de non-responsabilité

Cette publication a été préparée par la division d'analyse économique et financière de ING Bank NV, succursale en France ("ING") exclusivement à titre d'information, sans tenir compte des objectifs d'investissement, de la situation financière ou des moyens d'un utilisateur en particulier. Les informations dans cette publication ne constituent ni une recommandation de placement, ni un conseil fiscal, juridique ou en investissement, ni une offre ou une incitation à acheter ou vendre des instruments financiers. Même si toutes les précautions ont été prises pour assurer que les informations contenues dans ce document ne soient ni erronées, ni trompeuses au moment de la publication, ING ne peut en garantir ni l'exactitude ni l'exhaustivité. ING ne peut être tenue pour responsable d'éventuelles pertes directes ou indirectes pour donner suite à l'utilisation de cette publication. Sauf indication contraire, les opinions, prévisions ou estimations sont uniquement celles du ou des auteurs à la date de la publication et peuvent être modifiées sans préavis.

La distribution de cette publication peut faire l'objet de restrictions légales ou réglementaires dans certaines juridictions et les personnes qui entrent en possession de celle-ci doivent se renseigner à propos de ces restrictions et les respecter.

Cette publication est soumise à la protection du copyright et des droits des bases de données et ne peut être reproduite, distribuée ou publiée par quiconque, quel que soit l'objectif, sans l'accord préalable de ING. Tous les droits sont réservés. L'entité juridique responsable de la publication (nom de l'entité juridique locale) est agréée par la banque centrale néerlandaise et est supervisée par la Banque centrale européenne (BCE), la banque centrale néerlandaise (DNB) et l'autorité des marchés financiers néerlandaise (AFM). ING Bank N.V. est enregistrée aux Pays-Bas (n° 33031431 au registre commercial d'Amsterdam). (Ajouter le régulateur local. Vérifier s'il doit aussi être fait référence à la DNB et à la BCE. Vérifier si les références aux autorités britanniques et américaines peuvent être supprimées vu que le rapport local ne sera pas publié en anglais).

Au Royaume-Uni, cette publication est approuvée et/ou communiquée par la succursale londonienne de ING Bank N.V. (ING Bank N.V., London Branch). ING Bank N.V., London Branch, est assujettie, de façon restreinte, à la réglementation de la Financial Conduct Authority (FCA). ING Bank N.V., London branch, est enregistrée en Angleterre (n° BR000341) à 8-10 Moorgate, London EC2 6DA.

À l'attention des investisseurs américains : toute personne qui souhaite discuter de cette publication ou effectuer des transactions dans un titre mentionné dans ce document doit prendre contact avec ING Financial Markets LLC, qui est membre de la NYSE, la FINRA et la SIPC et qui fait partie de ING, et qui a accepté la responsabilité de la distribution de ce document aux États-Unis conformément aux dispositions en vigueur.